

Chronique du gouvernement**La souveraineté numérique, l'autre front de la Révolution !**

Il y a des combats qui se mènent les armes à la main. Il en est d'autres qui se livrent dans la patience d'une administration qui se réinvente, dans les réseaux que l'on déploie jusqu'aux localités les plus reculées, dans les services que l'on met enfin à portée de chaque citoyen. La transformation numérique appartient à cette seconde catégorie de combats. Elle est l'autre front de la Révolution progressiste populaire burkinabè. Moins visible que celui de la sécurité, mais tout aussi décisif pour l'avenir de la Nation.

Car, un Etat moderne se construit désormais sur ses capacités numériques. Ses réseaux, ses plateformes, l'identité de ses citoyens et ses données les plus sensibles forment un patrimoine stratégique, au même titre que l'or ou le coton. Qui maîtrise ce patrimoine maîtrise une part de son destin. Qui l'abandonne en abandonne autant.

C'est tout le sens des douze chantiers maîtres de la transformation digitale. A travers eux, le Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications électroniques a fait de la maîtrise de nos infrastructures, de nos plateformes et de nos données une priorité nationale. Loin d'un simple programme technique, ces chantiers dessinent une véritable bataille pour l'indépendance, menée méthodiquement en plusieurs actes, l'un après l'autre.

Le premier acte de cette bataille porte un nom sans détour, « Zéro donnée à l'extérieur ». En janvier 2026, le pays a inauguré deux datacenters modulaires de son cloud gouvernemental, offrant près de 3 000 téraoctets de stockage et la capacité d'héberger plus de 7 000 machines virtuelles. Derrière ces chiffres se lit une décision politique inédite, celle de rapatrier nos données, de les héberger chez nous et de les confier à des compétences burkinabè. Les fichiers de nos citoyens, nos bases de santé, nos données financières et nos systèmes critiques n'ont plus vocation à dépendre d'une législation étrangère ni du bon vouloir d'un prestataire lointain.

Mais une donnée souveraine doit aussi circuler en sécurité. C'est le rôle du Réseau national informatique de l'administration. En 2025, 88 nouveaux bâtiments publics y ont été raccordés, portant à plus de 3 000 le nombre d'infrastructures interconnectées. Ce maillage est appelé à être refondé entièrement dès cette année 2026 pour former la véritable colonne vertébrale de l'Etat numérique. Il reliera les services de manière plus fiable et performante, fluidifiera l'information et réduira à chaque nouveau raccordement, notre dépendance à des canaux que nous ne contrôlons pas. Cette souveraineté n'aurait toutefois aucun sens si elle restait l'affaire des seuls techniciens. Sa finalité, c'est le citoyen. Dématérialiser un acte d'Etat civil, payer une taxe en ligne, obtenir un document sans faire la queue ni quitter sa localité, voilà la révolution silencieuse qui change réellement la vie. En rapprochant l'administration de l'usager et en accélérant la dématérialisation des procédures, le ministère transforme un droit théorique en service concret. La souveraineté numérique se mesure aussi au temps gagné par une mère de famille, par un commerçant, par un producteur.

Il y a, enfin, une promesse économique. En mutualisant ses infrastructures et en hébergeant lui-même ses plateformes, l'Etat cesse de payer année après année des prestations d'hébergement et des licences facturées en devises, et préserve ainsi des ressources publiques qu'il peut réinvestir dans le service au citoyen. Pour l'usager, la dématérialisation produit le même effet vertueux. Elle supprime les déplacements, raccourcit les délais et abaisse le coût d'accès aux services publics. Un acte obtenu en ligne revient moins cher à produire pour l'administration comme à obtenir pour celui qui en a besoin. Loin d'être une dépense de prestige, la transformation numérique allège à la fois les finances de l'Etat et le quotidien des Burkinabè.

La frontière la plus avancée de ce front est déjà celle de l'intelligence artificielle. Parce

que l'IA se nourrit de données et de langues, la souveraineté de demain se jouera aussi sur les contenus. En travaillant, à travers la nouvelle feuille de route de l'IA, sur des modèles adaptés à nos langues nationales, le Burkina Faso affirme que la technologie doit parler mooré, dioula ou fulfuldé, et non l'inverse. Maîtriser nos données, c'est aussi maîtriser nos mots.

Aucune souveraineté ne tient cependant sans les femmes et les hommes qui la portent. C'est pourquoi le renforcement des capacités irrigue l'ensemble des chantiers, du Zama tchè à l'Elite IT. Du citoyen le plus ordinaire, que l'on accueille et sensibilise aux bons réflexes numériques face aux cybermenaces, jusqu'à l'ingénieur de haut niveau formé à concevoir nos propres solutions, c'est toute une chaîne de compétences nationales qui se bâtit. Une nation numériquement souveraine n'est pas celle qui se contente d'acheter la technologie, mais celle qui sait la produire, la protéger et la transmettre.

Les défis demeurent nombreux, de la couverture du territoire à la cybersécurité, du financement des infrastructures à la montée en compétences. La révolution numérique, comme toute révolution, ne se décrète pas en un jour. Elle se gagne chantier après chantier, raccordement après raccordement, talent après talent.

Sur ce front-là, il n'y a pas de spectateurs. Chaque agent qui dématérialise, chaque ingénieur qui code, chaque technicien qui sécurise un réseau, chaque citoyen qui protège ses données est un acteur de cette conquête. Derrière chaque plateforme déployée et chaque donnée rapatriée, une même ambition nous rassemble, celle de faire du Burkina Faso le maître de son destin numérique. C'est cela, l'autre front de la révolution. Et c'est ensemble que nous le tiendrons.

**Direction de la Communication et
des Relations presse
Ministère de la Transition digitale,
des Postes et des Communications
électroniques**